

Google pourrait céder aux injonctions du fisc indonésien

Les multinationales sont des spécialistes de **l'optimisation fiscale**. Un problème qui ne touche pas que l'Europe. **Google** croise ainsi actuellement le fer avec le gouvernement **indonésien**. Au cœur de la dispute, toujours le même problème : déterminer quelle part des revenus est réalisée sur le sol du pays visé.

Le gouvernement estime bien entendu que toutes les activités sur les services de Google opérées par ses administrés se doivent d'être taxées. Google avance que ce sont des salariés travaillant dans un autre pays qui animent ces services. Ici, des employés habitant pour l'essentiel à **Singapour**. L'Indonésie se sent à juste titre lésée.

Un nouveau mode de calcul, pas de vraie solution

Un accord serait en passe d'être trouvé entre Google et le gouvernement indonésien, [dévoile Reuters](#). Le géant américain accepterait de payer les arriérés de taxes demandés (ainsi que les pénalités liées). Le montant de l'ensemble pourrait **dépasser les 400 millions de dollars**. Un nouveau mode de taxation serait également mis en place.

Cet accord pourrait pousser d'autres pays à s'attaquer eux aussi à Google. Le problème, soit la taxation d'un service proposé dans un pays autre que celui où il est réalisé, restera toutefois entier. Pour les biens physiques, la solution s'appelle **les taxes d'importation**. Pour les services, en particulier numériques, la balance reste loin d'être équilibrée. Et les ajustements au coup par coup opérés par certains États ne sauraient régler la question sur le long terme.

À lire aussi :

[L'évasion fiscale selon Apple, Google, IBM, Microsoft : un bilan](#)

[Pression européenne sur les arriérés fiscaux de Google](#)

[Fisc : Un raid très organisé sur Google France](#)

Crédit photo : © Frog 974 – Fotolia.com